



Assemblée générale

Distr. générale
26 août 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 55 de l'ordre du jour provisoire*

**Pratiques et activités d'implantation israéliennes
affectant les droits du peuple palestinien et des autres
Arabes des territoires occupés**

Le Golan syrien occupé

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi conformément à la résolution [75/99](#) du 10 décembre 2020, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-seizième session, de l'application de ladite résolution. Il comporte un résumé des communications émanant des Gouvernements syrien, irakien et cubain.

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 75/99 du 10 décembre 2020, dans laquelle l'Assemblée générale a demandé à Israël, Puissance occupante, de se conformer aux résolutions concernant le Golan syrien occupé. L'Assemblée a en particulier appelé l'attention sur la résolution 497 (1981), dans laquelle le Conseil de sécurité a décidé notamment que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé était nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international, et exigé qu'Israël rapporte sans délai sa décision.

2. Dans la résolution 75/99 également, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa soixante-seizième session, de l'application de la résolution.

II. Application de la résolution 75/99

3. Le 23 avril 2021, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a adressé au Gouvernement israélien, au nom du Secrétaire général, une note verbale qui renvoyait à la résolution 75/99, dans laquelle il lui a demandé de rendre compte de toute mesure qu'il avait prise ou envisageait de prendre aux fins de l'application de ladite résolution. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue de la part du Gouvernement israélien.

4. Le 23 avril 2021 également, le Haut-Commissariat a adressé, au nom du Secrétaire général, une note verbale à toutes les missions permanentes à Genève pour appeler leur attention sur la résolution et leur demander de rendre compte de toute mesure qu'elles avaient prise ou envisageaient de prendre en vue de donner effet à ses dispositions. Des réponses ont été reçues de Cuba, de l'Iraq et de la République arabe syrienne.

5. Le même jour, le Haut-Commissariat a adressé, au nom du Secrétaire général, une note verbale aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales internationales et régionales et aux organisations humanitaires internationales concernées pour porter la résolution à leur attention. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue.

6. Le 3 mai 2021, dans une note verbale adressée au Haut-Commissariat, la Mission permanente de la République arabe syrienne a souligné que la communauté internationale demandait depuis des dizaines d'années à Israël, Puissance occupante, de se conformer aux résolutions des organes des Nations Unies concernant le Golan syrien occupé, en particulier à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité. Cette résolution disposait notamment que la décision prise par la Puissance occupante, le 14 décembre 1981, d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé était nulle et non avenue et n'avait aucune légitimité.

7. La République arabe syrienne a noté que l'Assemblée générale s'opposait à l'occupation israélienne du Golan, débutée en 1967, et qu'elle exigeait, y compris dans la résolution 75/24 qu'elle venait d'adopter, qu'Israël se retire de tout le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.

8. La République arabe syrienne a fait valoir qu'en dépit des appels que les Nations Unies avaient adressés à maintes reprises à la Puissance occupante, lui demandant de mettre un terme au maintien de l'occupation du Golan syrien, de cesser de se livrer quotidiennement à des pratiques répressives contre les Syriens vivant sous

l'occupation et de mettre fin à ses violations du droit international, les exhortations de la communauté internationale n'avaient eu aucun effet dissuasif. Elle a affirmé qu'Israël continuait d'agir en toute impunité, protégé par certains membres du Conseil de sécurité qui l'exonéraient de toute obligation de rendre des comptes.

9. La République arabe syrienne a de nouveau condamné la décision illégale du Président des États-Unis d'Amérique de l'époque de reconnaître la « souveraineté israélienne » sur le Golan syrien occupé. Cette décision constituait, pour elle, une violation flagrante du droit international, de la Charte des Nations Unies et des résolutions des organes des Nations Unies sur la question, au premier rang desquelles figurait la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité.

10. La République arabe syrienne a rappelé les réactions internationales condamnant l'action des États-Unis (voir A/75/328, par. 9).

11. La République arabe syrienne a noté que la population du Golan syrien occupé avait exprimé son rejet de la tentative d'Israël d'imposer ses lois et d'établir sa légitimité sur ce territoire en y organisant des élections aux conseils locaux. Les habitants avaient boycotté les élections malgré la répression des manifestations par les autorités israéliennes et l'arrestation d'un grand nombre de personnes.

12. La République arabe syrienne a réitéré sa condamnation du projet de construction d'éoliennes sur la propriété privée d'habitants arabes syriens du Golan syrien occupé, notant que le projet visait à perpétuer l'occupation, y compris par la construction et l'extension de colonies, et la confiscation de terres agricoles. Dans le cadre de ce projet, Israël avait, selon elle, accordé à une entreprise israélienne du secteur de l'énergie un permis de construire entre 45 et 52 éoliennes sur des terres cultivables. À cet égard, la République arabe syrienne a notamment mis en garde contre les risques suivants :

a) Ce projet, contre lequel la population locale s'est mobilisée massivement, occuperait 6 000 dounoums (600 hectares) de terres agricoles appartenant à des habitants arabes syriens des villages avoisinants. Il limiterait la croissance des villages voisins, ce qui aurait pour effet d'accroître la densité de population dans ces zones déjà très peuplées, et, partant, aurait des conséquences néfastes sur la santé, l'environnement et l'agriculture, et par ricochet sur les moyens de subsistance de la population arabe syrienne. Il s'étendrait sur un cinquième de l'ensemble des terres agricoles accessibles aux habitants arabes syriens du Golan syrien occupé ;

b) Le projet nécessiterait également l'installation d'une ligne à haute tension destinée à acheminer l'électricité produite par les éoliennes vers la colonie israélienne de Katzrin, ainsi que la construction d'une nouvelle centrale électrique ;

c) La décision d'Israël d'autoriser l'entreprise à mettre en œuvre ce projet sur des terres agricoles détenues par la population arabe syrienne est clairement symptomatique de la poursuite d'une politique de colonisation discriminatoire ;

d) Le 12 juillet 2020, des représentants de ladite entreprise auraient pénétré sur les terres agricoles des ressortissants syriens du Golan syrien occupé, sous l'escorte et la protection de nombreux membres des forces de sécurité israéliennes. Les chemins menant aux terres de près d'un millier d'agriculteurs syriens arabes ont été fermés pour que l'entreprise puisse entamer ses travaux. Des centaines de personnes se sont rassemblées pour protester et dire leur opposition au projet et à ses effets destructeurs ;

e) En réaction au projet, la population du Golan syrien occupé a annoncé une grève générale et s'est rendue sur les terres en question pour protester contre la décision et empêcher les autorités et l'entreprise d'entamer les travaux. Les forces de

sécurité israéliennes auraient riposté par des actes de répression et d'intimidation, et des manifestants auraient été blessés et arrêtés.

13. La République arabe syrienne a condamné ce qu'elle a décrit comme une pression exercée par le Gouvernement israélien sur les populations des villages arabes syriens du territoire occupé pour qu'elles acceptent les titres de propriété délivrés par le bureau israélien du cadastre au lieu des titres de propriété délivrés par la République arabe syrienne. Elle a noté qu'on les avait menacées de leur confisquer leurs terres si elles n'acceptaient pas les documents de propriété délivrés par le bureau israélien du cadastre. Elle a également indiqué que, selon les témoignages recueillis, les autorités israéliennes exigeaient des ressortissants arabes syriens, en particulier des habitants d'Aïn Qouniyé et de la zone industrielle de Majdal Chams, qu'ils présentent des titres de propriété foncière, sous peine de voir leurs terres confisquées.

14. La République arabe syrienne a décrit plusieurs politiques qu'Israël menait pour perpétuer l'occupation du Golan syrien, notamment par la construction et l'extension des colonies, la confiscation de terres agricoles et la création, aux dépens de l'agro-industrie syrienne locale, d'une agro-industrie favorable aux colons israéliens. Elle a notamment mis en avant les points suivants :

a) Le conseil régional des colonies israéliennes a continué d'annoncer dans son bulletin hebdomadaire l'extension des colonies, conséquence de la hausse du nombre de colons israéliens. La construction de logements préfabriqués et d'habitations mobiles s'accélérait, et il était prévu de bâtir des logements en dur. C'est également ce que l'on observait pour les colonies de peuplement d'Odém et d'Aniam. La construction de prétendues infrastructures de services se poursuivait dans les colonies de Katzrin, Kidmat Tzvi, Nov, Kanaf, Neve Ativ et Yonatan. La colonie de Katzrin comptait 2 000 habitants de plus qu'en 2019, selon le Bureau central des statistiques israélien ;

b) L'exécution d'un plan pluriannuel visant à développer et à renforcer l'agriculture dans les 33 colonies israéliennes construites dans le Golan syrien occupé avait commencé, et la jeunesse israélienne était encouragée à travailler dans le secteur agricole ;

c) En avril 2019, Israël a annoncé qu'il prévoyait d'étendre la colonisation, notamment de construire 30 000 unités de logement et de nouvelles colonies de peuplement et de transférer 250 000 colons vers le Golan syrien occupé, modifiant ainsi la composition démographique de la région ;

d) Israël a appuyé la saisie et l'exploitation de terres par des colons israéliens qui y cultivent divers produits agricoles. La République arabe syrienne a expliqué que cela faisait peser une pression économique insupportable sur les habitants arabes syriens du Golan syrien occupé, qui étaient tributaires de l'agriculture, car ces politiques discriminatoires alimentaient une concurrence déloyale menaçant leurs futurs moyens de subsistance ;

e) En juin 2019, un nouveau projet de colonie nommé d'après l'ancien Président des États-Unis, Donald Trump, a été lancé. Le conseil régional des colonies a annoncé la construction de logements préfabriqués devant accueillir les 20 familles choisies parmi les 300 qui s'étaient portées candidates. Ces nouveaux colons recevront des parcelles de terrain sur lesquelles ils pourront construire des logements permanents. En décembre 2020 et janvier 2021, le conseil régional des colonies a entamé la construction d'infrastructures et d'équipements sociaux pour ces 20 familles ;

f) Israël a continué d'imposer des restrictions à la population arabe syrienne du Golan arabe syrien occupé afin d'empêcher la construction et l'expansion de villages, en particulier en ce qui concerne le village de Majdal Chams. La confiscation

de plus de 80 000 dounoums (8 000 hectares) s'étendant du nord de Majdal Chams à Aïn Qouniyé, prétendument dans le cadre du projet dit du « Protectorat du Hermon », a aggravé le surpeuplement de cette zone ;

g) Israël a donné les autorisations nécessaires au démarrage de la construction de quartiers de colonies et d'installations connexes dans le Golan syrien occupé, qui a reçu l'aval du comité de planification et de construction à sa première réunion en 2021. Les plans prévoyaient la construction d'un hôtel de 200 chambres et de trois complexes de logements touristiques à proximité des deux plus grandes réserves naturelles du Golan syrien occupé, ainsi que la création d'un parc à thème d'une superficie de 364 hectares environ dans la colonie de Katzrin, en majeure partie bâtie sur les ruines du village syrien de Qasrin.

15. En outre, la République arabe syrienne a noté qu'Israël continuait d'exploiter des ressources naturelles du Golan syrien occupé et que les entreprises israéliennes et multinationales jouaient un rôle central dans la mise en œuvre des politiques israéliennes, qu'elle qualifiait de coloniales. Elle s'est dite particulièrement préoccupée par l'exploitation de l'eau et a observé que, faisant fi des droits humains, la Puissance occupante recourait à plusieurs méthodes de confiscation des ressources naturelles, notamment de l'eau, comme, entre autres :

a) La confiscation des terres à proximité de la ligne de cessez-le-feu et la pose de mines terrestres sur ces terres ;

b) La confiscation de terres, y compris de terres éloignées de la ligne de cessez-le-feu, pour la construction de camps et de sites militaires, et de routes ;

c) La confiscation de terres pour la construction de colonies et d'installations agricoles et industrielles ;

d) La pose de clôtures autour d'une zone de 100 000 dounoums (10 000 hectares) mise à la disposition de l'Autorité de protection de la nature ;

e) La confiscation indirecte de terres au moyen de la pratique dite du « meshkanta », qui consistait à accorder à une banque israélienne un prêt agricole adossé à une hypothèque et à confisquer les terres concernées si ce prêt n'était pas intégralement remboursé dans les délais fixés ;

f) La confiscation et la vente de l'eau potable, en faisant en sorte que la population arabe syrienne n'ait plus accès qu'aux sources d'eau non potable et ne puisse se procurer de l'eau potable qu'à un tarif très majoré, ainsi que l'interdiction faite aux agriculteurs syriens de creuser des puits et de stocker les eaux d'irrigation.

16. La République arabe syrienne a rappelé que des terres d'une superficie totale de dizaines de milliers de dounoums situées dans le village syrien de Joubbata el-Khachab, qui se trouvait dans la zone démilitarisée établie par l'ONU en 1974, avaient récemment fait l'objet d'une expropriation dans le but de construire des tranchées à proximité du territoire syrien ; ces terres, qui appartenaient au village, n'étaient désormais plus accessibles aux habitants arabes syriens.

17. La République arabe syrienne a noté qu'Israël n'avait eu de cesse d'imposer l'identité et les documents d'état civil israéliens à la population arabe syrienne afin de consolider l'occupation. En outre, Israël a continué d'empêcher les habitants arabes syriens du Golan syrien occupé de rendre visite à leurs familles en Syrie et de communiquer avec elles.

18. La République arabe syrienne a indiqué qu'Israël continuait de bafouer les droits humains des ressortissants arabes syriens du Golan syrien occupé, en particulier leurs droits à la santé et au travail, leurs droits dans le domaine de l'agriculture et

leurs droits culturels, comme en témoignaient les diverses pratiques et mesures discriminatoires adoptées par les forces israéliennes.

19. La République arabe syrienne a souligné qu'il fallait prendre en compte le droit à la santé des habitants arabes syriens de la région et demandé aux organisations internationales, en particulier à l'Organisation mondiale de la Santé, de fournir des articles sanitaires et médicaux de première nécessité compte tenu de la propagation du virus responsable de la COVID-19, qui était notamment favorisée par le manque de services médicaux dans la région, conséquence des pratiques discriminatoires et racistes d'Israël.

20. La République arabe syrienne a réaffirmé qu'elle s'opposait aux tentatives d'Israël visant à perpétuer son occupation du Golan syrien, à ses violations incessantes du droit international, en particulier des résolutions du Conseil de sécurité sur la question et des dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949 (quatrième Convention de Genève). Elle rejetait en outre toute forme de soutien apporté à ces agissements par d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, soutien qui contreviendrait aux obligations internationales qui leur incombent à ce titre.

21. La République arabe syrienne a une nouvelle fois exhorté les États Membres à promouvoir le droit international en vue de faire pression sur Israël, Puissance occupante, afin qu'il mette fin à son occupation du Golan syrien et à ne reconnaître aucune situation juridique découlant de violations par celui-ci des normes impératives du droit international. Par ailleurs, elle a appelé les États Membres à s'abstenir d'apporter une assistance, sous quelque forme que ce soit, à l'occupation.

22. La République arabe syrienne a en outre demandé au Secrétaire général de rassembler et présenter des informations sur les entreprises et les établissements commerciaux impliqués dans des activités qui ont rendu ou rendraient possible, directement ou indirectement, la construction et l'expansion de colonies de peuplement dans le Golan syrien occupé, en violation du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier de sa résolution 497 (1981), et qui en tirent profit.

23. La République arabe syrienne a souligné en particulier qu'il importait de ne pas apporter à Israël une aide politique et économique qui lui permettrait de perpétuer son occupation du Golan syrien occupé et de poursuivre ses violations des dispositions applicables du droit international, notamment de la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité et des dispositions de la quatrième Convention de Genève, et plus précisément de s'abstenir d'apporter un appui, sous quelque forme que ce soit, au maintien des colonies de peuplement israéliennes ou à l'implantation de nouvelles colonies dans la région.

24. La République arabe syrienne a également engagé la communauté internationale et les organisations internationales à surveiller les violations flagrantes du droit international commises par Israël, et elle a demandé que des mesures efficaces et concrètes soient prises pour mettre fin à ces violations, en particulier à celles qui avaient trait aux pratiques de colonisation illégale visant à prolonger et à perpétuer l'occupation.

25. La République arabe syrienne a réaffirmé que le Golan syrien occupé faisait partie intégrante de son territoire et qu'elle était fondée à le reprendre à Israël, par tous les moyens prévus par le droit international, car il s'agissait d'un droit éternel et imprescriptible qui n'était pas sujet à négociation ni soumis à prescription.

26. Enfin, la République arabe syrienne a souligné que dans l'intérêt de la stabilité de la région du Moyen-Orient et de la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies,

des mesures devaient être prises pour garantir l'application de toutes les résolutions internationales concernant la fin de l'occupation des territoires arabes occupés, y compris le Golan arabe syrien, et le retrait jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, conformément aux résolutions des organes des Nations Unies sur la question, en particulier les résolutions [242 \(1967\)](#), [338 \(1973\)](#), [497 \(1981\)](#) et [2334 \(2016\)](#).

27. Le 26 mai 2021, la Mission permanente de l'Iraq a adressé au Haut-Commissariat aux droits de l'homme une note verbale, dans laquelle elle l'informait qu'elle était favorable à l'interdiction internationale de l'acquisition de territoires par la force et insistait sur l'importance de toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité concernant l'identité du Golan syrien occupé, tout en condamnant l'occupation israélienne illégale.

28. L'Iraq a souligné qu'il fallait respecter les buts et les objectifs de l'Organisation des Nations Unies ayant trait à la nécessité de garantir le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale des États et l'application des résolutions internationales relatives au Golan syrien occupé.

29. L'Iraq a réaffirmé son opposition à l'extension des colonies et aux autres projets commerciaux d'Israël dans le Golan syrien occupé, ainsi que son rejet de toutes les politiques qui avaient une incidence sur la situation économique de la population syrienne du Golan.

30. L'Iraq a affirmé le droit de retour des personnes déplacées, soulignant le caractère illégal des mesures prises par Israël pour imposer ses lois et sa juridiction dans les territoires qu'il occupait, y compris le Golan syrien occupé. L'Iraq a également contesté les élections locales organisées par Israël dans le Golan syrien occupé et réaffirmé qu'il importait de respecter la quatrième Convention de Genève.

31. L'Iraq s'est déclaré préoccupé par les rapports de l'Organisation des Nations Unies faisant état de l'ampleur des souffrances des habitants syriens arabes du Golan syrien occupé, et il a demandé à l'Organisation de remplir son rôle en mettant fin à ces souffrances et à l'occupation illégale.

32. Dans la note verbale qu'elle a adressée au Haut-Commissariat aux droits de l'homme le 5 juillet 2021, la Mission permanente de Cuba s'est de nouveau dite préoccupée par les souffrances endurées par les habitants arabes syriens du Golan syrien occupé à cause des violations systématiques et continues de leurs droits humains par Israël depuis 1967, et elle a rappelé que la communauté internationale avait exigé qu'il soit mis fin à l'occupation du Golan.

33. Cuba a noté qu'elle considérait que toutes les mesures législatives ou administratives qui avaient été prises ou pourraient être prises par Israël dans le but de modifier le statut juridique, le caractère physique, la composition démographique et la structure institutionnelle du Golan syrien occupé, ainsi que ses tentatives visant à imposer sa juridiction et son administration dans ce territoire occupé illégalement étaient nulles et non avenues et sans effet juridique.

34. Cuba a souligné qu'il était inacceptable que l'occupation militaire illégale du Golan arabe syrien par Israël se poursuive depuis le 14 décembre 1981, et ce, bien que la communauté internationale ait demandé à maintes reprises à Israël de cesser d'imposer de facto ses lois, sa juridiction et son administration à ce territoire. Elle a insisté en particulier sur le fait que l'acquisition de territoires par la force était inacceptable en droit international, notamment aux termes de la Charte des Nations Unies.

35. Cuba a rejeté les pratiques israéliennes visant à contrôler les ressources naturelles du Golan syrien occupé et à s'en emparer, et qui contrevenaient aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la

souveraineté permanente de la population arabe du Golan syrien occupé sur ses ressources naturelles.

36. Cuba, qui condamnait fermement la déclaration du Président des États-Unis de l'époque par laquelle il reconnaissait que le Golan syrien occupé faisait partie du territoire israélien, a estimé que cela constituait une violation grave et flagrante de la Charte des Nations Unies, du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier de la résolution [497 \(1981\)](#). Elle a souligné que cette déclaration allait à l'encontre des intérêts légitimes du peuple syrien et des nations arabes et islamiques, ce qui pourrait avoir de graves conséquences pour la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient et aggraver encore les tensions dans cette région.

37. Cuba a exhorté le Conseil de sécurité à s'acquitter de la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales à lui assignée par la Charte des Nations Unies et à prendre les décisions qui s'imposaient pour faire barrage à toute mesure des États-Unis tendant à conforter Israël dans ses intentions d'annexer le Golan syrien occupé.

38. Cuba a engagé Israël à mettre un terme aux pratiques dégradantes qui empêchaient les habitants arabes syriens du Golan syrien occupé de jouir pleinement de leurs droits humains et à renoncer à appliquer des mesures répressives à leur endroit. Elle a également fait observer que l'occupation étrangère, les politiques d'expansion et d'agression, la discrimination raciale, l'établissement de colonies, la politique dite du « fait accompli » et l'annexion par la force de territoires étrangers, comme cela s'était produit dans le Golan syrien occupé, étaient des pratiques contraires aux normes et instruments internationaux, et qu'elles avaient des conséquences préjudiciables pour les droits humains de la population syrienne.

39. Cuba a condamné les violations du droit international humanitaire commises par Israël contre des détenus arabes syriens dans le territoire occupé et a redit sa préoccupation face à la poursuite de ces pratiques, en appelant notamment l'attention sur le maintien de conditions inhumaines créées par Israël dans les prisons, qui ruinait la santé des personnes incarcérées et mettait leur vie en danger.

40. Cuba a demandé à Israël de se retirer immédiatement de la totalité du territoire du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, en application des résolutions [242 \(1967\)](#) et [338 \(1973\)](#) du Conseil de sécurité, et de renoncer à son intention d'annexer le Golan, territoire qui était sous souveraineté syrienne, en soulignant que le maintien de l'occupation du Golan syrien et son annexion de facto faisaient obstacle à l'instauration d'une paix globale, juste et durable dans la région.
